

**Publication préalable à une occupation temporaire  
du domaine public concédé en lien avec une exploitation  
économique**

- **Concession concernée** : LAU BALAGNAS
- **Tiers demandeur** : Réseau de Transport d'Électricité (RTE)
- **Type d'occupation projetée** : Implantation d'ouvrages du réseau de transport d'électricité

- Ligne(s) aérienne (s) – souterraine(s), y compris les supports :

N° INSEE	Ligne électrique	Type	Longueur (en m)	Nombre Pylônes
65021	LIT 150KV N0 1 LAU BALAGNAS – PIQUAGE NOUAUX (LIAI	A	12	0
65267	LIT 150KV N0 1 LAU BALAGNAS – PIQUAGE MONLOO (LIAI	A	65	0
65267	LIT 150KV N0 1 LAU BALAGNAS – SOULOM	A	31	0

Type (A = aérien ; S = Souterrain) – Nombre de pylônes de la ligne

- Liaison (s) optique (s) aérienne (s) – souterraine (s) de sécurité :

Liaison optique – aérienne / souterraine	Identifiant	Type	Longueur (en m)	Nombre Pylônes
LAU – BALAGNAS - SOULOM	L.BALL51SOULO	A	31	OPPC _ PHASE

- **Localisation** :  
 – **département** : Hautes-Pyrénées (65)  
 – **références cadastrales et éventuellement localisation à l'intérieur de celle(s)-ci** :

N° INSEE	Commune	Parcelle		Voie / lieu-dit
		Section	Numéro	
65021	Arcizans - Avant	0A	408	Las Lannes
65267	Lau - Balagnas	0A	77	Castet
65267	Lau - Balagnas	0A	224	Barderou
65267	Lau - Balagnas	0A	649	Barderou
65267	Lau - Balagnas	0A	653	0001 RTE DE ST SAVIN
65267	Lau - Balagnas	0A	655	Castet

- **Redevance** : pas de redevance spécifique appliquée à cette occupation – accord cadre global entre l'État et RTE
- **Date d'échéance de l'occupation projetée** : Durée d'exploitation des ouvrages concernés

### **Sélection du ou des cas concerné(s) : (1 ou 1+2 ou 1+3)**

#### **1- Occupation suite à une manifestation d'intérêt spontanée** (L2122-1-4 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque la délivrance du titre mentionné à l'article L.2122-1 intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

Tout porteur de projet concurrent pour l'occupation de tout ou partie de l'espace susvisé couvrant la période indiquée peut se manifester jusqu'au 28 février 2019 en contactant :

Contact :

**Monsieur André Villemur**  
Délégué Territorial Adour et Gaves  
EDF - UPSO - GEH Adour et Gaves  
Chemin du Comte Nord  
65400 Argelès-Gazost

#### **3- Considérations de droit et de fait dérogatoires à la procédure de sélection préalable prévue au L.2122-1-1** (L2122-1-3 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsqu'elle fait usage de la dérogation prévue à l'article sus-visé, l'autorité compétente rend publiques les considérations de droit et de fait l'ayant conduite à ne pas mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.2122-1-1.

**Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :**

Référence réglementaire		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 1°)</b>	Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 2°)</b>	Le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente ou à une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 3°)</b>	Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse ou une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 4°)</b>	Les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 5°)</b>	Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient.